

AFRIQUES EN LUTTE !



# AFRIQUES EN LUTTE



Bulletin d'information  
du groupe de travail « Afrique » de la LCR

n°15 / sept-oct. 2008 / Prix libre-

## Edito

### DE L'ASSASSINAT DE RUBEN AU GENOCIDE DU RWANDA



Victime de la guerre coloniale au Cameroun

Le 13 septembre 1958, un commando d'élite de l'armée française exécute Rubèn Um Nyobè, dirigeant de l'UPC (l'Union des Peuples du Cameroun). Cette armée française va continuer ses basses besognes dans ce pays, jusqu'à la fin des années 60, et va mettre en pratique ce qu'elle avait expérimenté en Algérie. Sous le vocable de « guerre révolutionnaire », les déplacements et quadrillages de la population, les regroupements de civils en groupes « d'auto-défense » armés, les tortures et les violences de masse vont se généraliser. L'intervention de la France, au côté du gouvernement camerounais qu'elle a mis en place, provoquera, d'après les historiens, entre 300 000 et 400 000 morts ; chiffre crédible quand on sait que l'armée a utilisé le napalm pour pacifier les zones tenues par les maquisards.

Plus de trente ans après la France se retrouve impliquée dans le génocide rwandais où, en quelques semaines, au moins 800 000 Tutsis et les opposants Hutus vont périr. Les témoignages et les archives recueillis par la commission, mise en place au Rwanda, et rendus public en août de cette année sont accablants tant pour la droite que pour la gauche gouvernementale. (Voir l'article dans ce numéro : « *Un rapport accablant*

*documente les complicités françaises »). Le refus atavique du pouvoir français de reconnaître des crimes contre l'humanité vis-à-vis de ses anciennes colonies, souligne que la classe politique française n'a jamais rompu avec l'idéologie coloniale. Ceci est particulièrement révélé par le fait qu'une majorité de parlementaires reconnaissent un rôle, soi-disant bénéfique, à la colonisation. Ce qui souligne aussi que cette politique n'a jamais été abandonnée.*

Ainsi, en déroulant la pelote de la mémoire de son histoire coloniale la France abouti à sa politique actuelle en Afrique ; ce que d'une certaine manière révèle le lamentable discours de Sarkozy à Dakar. Autrement dit, condamner ce qui a été fait dans le passé, reviendrait à condamner ce qui se fait dans le présent. En effet, comment pourrait-on condamner l'intervention au Cameroun des années 60 sans condamner également l'intervention de la France au Rwanda en 1994. Ou encore l'exécution de Patrice Lumumba par Mobutu au Congo en 1961 sans condamner l'exécution d'Ibni Oumar Mahamat Saleh (porte-parole de la Coordination des partis pour la défense de la démocratie-CPDC) par Idriss Deby Itno au Tchad en février 2008 ?

Dans un pays où les interventions militaires de moins de trois mois à l'étranger sont à la discrétion du seul président de la

## Sommaire

### Edito

De l'assassinat de Ruben au génocide au Rwanda

### Actualités du continent

Mauritanie : les dessous d'un putsch.

Forum Social Maghrébin.

Résistances populaires au Maghreb.

Tunisie : 20 ans de lutte des prisonniers politiques.

### Françafrique

Commission d'enquête

rwandaise sur le génocide.

Offensive des nostalgiques de l'Algérie française.

### Débat et polémiques

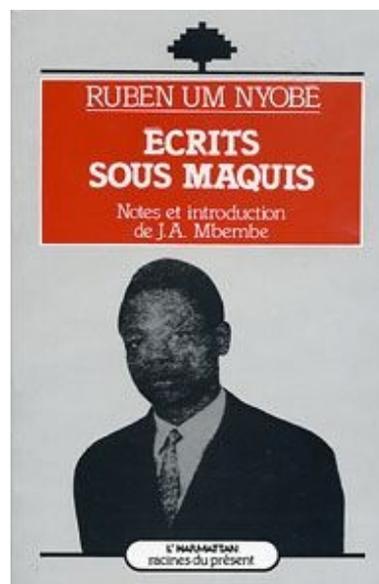
Obama 2008

### A lire

Black Feminism

République, où les principaux partis gouvernementaux sont d'accord pour maintenir et étendre le rayonnement de la France en Afrique à n'importe quel prix et pour le plus le grand profit des entreprises françaises, dans ce pays où l'amnésie sur les crimes est une pratique consensuelle, le rôle des militants internationalistes prend une importance accrue pour intégrer, dans les luttes quotidiennes, notre solidarité avec les peuples d'Afrique.

Paul Martial



## MAURITANIE : LES DESSOUS D'UN PUTSCH

Trois ans exactement après la révolution de palais qui avait chassé l'ancien dictateur Ould Taya, la Mauritanie vient de connaître un nouveau putsch, ce 6 août dernier. Les acteurs militaires sont les mêmes, à cette différence près qu'entre les deux coups d'Etat, l'espoir d'une transition démocratique et civile semblait devenu réalité. Ould Taya avait été renversé par Ould Mohamed Vall, chef des services de police et de renseignement, Ould Abdel Aziz, chef de la Garde présidentielle et Ould Ghazwani, en charge du renseignement militaire. Le premier avait été placé à la tête d'un comité militaire provisoire qui avait eu l'habileté d'organiser, avant de se retirer, un processus électoral crédible et transparent, si l'on excepte la question du clientélisme. La récente crise est venue démontrer que le retrait n'était qu'apparent, et que les militaires continuaient de tirer les ficelles à l'arrière plan. Sidi Ould Cheikh Abdallahi avait été élu président avec leur aide et a cru pouvoir s'émanciper de leur tutelle sur un certain nombre de questions politiques et sociales. La tension s'est d'abord traduite par une fronde des parlementaires élus comme « indépendants » mais liés aux militaires, qui constituaient une fraction importante du parti présidentiel. Sidi Ould Cheikh

Abdallahi a ensuite été renversé lorsqu'il a tenté de démettre les chefs d'état-major qui étaient à la manoeuvre dans les coulisses. Le général Abdel Aziz s'est alors proclamé chef de l'Etat. Ould Mohamed Vall, qui comptait vraisemblablement revenir au pouvoir à l'occasion des prochaines élections était absent au moment du putsch et ne semble pas impliqué directement, du



moins pour le moment.

*Sidi Ould Cheikh Abdallahi*

Cette situation dans laquelle une large partie des élus soutiennent, et pour cause, les putschistes a permis à certains, notamment des journalistes français, de minimiser le coup de force, alors même que les manifestations publiques des démocrates étaient

violemment réprimées. Par ailleurs, les condamnations internationales sont une nouvelle fois restées de pure forme. La France, dont les intérêts économiques se sont renforcés après la chute d'Ould Taya, a rapidement annoncé la rupture de son aide publique, mais dans le même temps Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la coopération, estimait que les revendications des militaires n'étaient « pas toutes illégitimes ». Et il posait comme préalable au rétablissement d'un « dialogue », non pas le rétablissement de la légalité constitutionnelle, mais la simple libération du président emprisonné. Après l'attaque récente d'une patrouille militaire mauritanienne revendiquée par Al Qaeda-Magheb Islamique, la France s'est également empressée d'assurer la junte de son soutien en matière de lutte contre le terrorisme. On se souvient que c'est déjà la DGSE française qui avait dirigé la traque aux terroristes mauritaniens après le meurtre de quatre français en début d'année. Enfin l'Elysée a reçu secrètement Mohamed Bouamatou, ancien chef du patronat mauritanien, sans doute pour discuter d'un scénario de normalisation politique qui enterrine le rapport de force actuel et qui soit néanmoins « présentable » aux yeux de la communauté internationale.

*Robin Guébois*

## SOLIDARITE AVEC LES RESISTANCES SOCIALES AU MAGHREB

C'est bien une perception nouvelle des résistances sociales maghrébines qui se fait sentir aujourd'hui. Au-delà de la contestation légitime de la très sarkozyste Union pour la Méditerranée (UPM), on voit émerger une solidarité avec ces luttes humaines, sociales et économiques. Le contre sommet et l'initiative de la CNT et le meeting « Pour une Méditerranée des luttes », qui se sont tenus cet été en sont des éléments probants. Organisation politiques à la gauche du PS, syndicats, associations de défense des Droits de l'Homme, syndicats étudiants, tous les acteurs majeurs de la solidarité se sont rencontrés pour analyser, agir et

avancer ensemble: c'est le rejet sans conditions des politiques néo colonialistes et ultralibérales qui gangrènent cette région du monde. Pour la première fois, les révoltes en cours en Algérie, en Tunisie et au Maroc témoignent d'une réelle convergence: les mêmes causes (chômage, corruption, népotisme) produisent les mêmes effets à Oran, Gafsa ou Sidi Ifni. Le mouvement de colère est porté par les jeunes, diplômés, chômeurs, actifs, étudiants, syndicalistes en rupture avec la ligne officielle de l'UGTT, femmes, et se trouve agressé par des gouvernements autoritaires, répressifs et policiers, soutenus par les impérialismes occidentaux. Cette prise de conscience globale se fait malgré l'hypocrisie, qui confine à la désinformation, des médias, qui, quand ils veulent bien les évoquer, dénaturent et minimisent les faits pour ne pas ternir l'image d'un paradis pour touristes.

Un nouvel espace politique se définit à l'échelle de cette région; les formes de ce processus anticapitaliste, internationaliste et solidement ancré à



gauche sont en train de se préciser. Et c'est le rôle des travailleurs et des révolutionnaires de soutenir ce combat pour les droits humains et la démocratie. De fait, la question de l'immigration, entachée d'alliances euro-maghrébines toxiques, se pose de façon accrue. Car les enjeux sécuritaires, sous le fallacieux prétexte de contrer le terrorisme, entraînent la maîtrise violente des flux migratoires, et interdisent la libre circulation des populations, surtout les plus pauvres. L'élan de solidarité unitaire mobilise autour des revendications justes, et concrétise la construction d'un front unique de résistance à la répression. Le sort monstrueusement inique réservé aux opposants est cruellement symptomatique de cette lutte pour la dignité. J'en veux pour exemple Ess'gaier Belkhiri, immigré tunisien résidant à Nantes, incarcéré puis libéré au bout d'un mois grâce à la solidarité internationale. Et aussi Zakia Difaoui,



militante des droits de l'Homme condamnée en appel a 4 mois 1/2 de prison ferme par les autorités tunisiennes. Dernière tentative en date d'intimidation, preuve de l'inquiétude des pouvoirs dictatoriaux, l'inculpation éhontée, pour financement d'association de malfaiteurs, de Mouhieddine Cherbib, président de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (FTCR), vivant en France.

Il est simplement intolérable que ces régimes policiers menacent les soutiens, criminalisent leur action et tentent sans vergogne de réduire la contestation au silence, à la torture et à la mort. C'est à nous qu'il revient d'exiger la garantie des libertés essentielles et le respect des droits sociaux et humains. A Paris et Nantes, des groupes de travail unitaires sur ces questions ont vu le jour. C'est pourquoi, plus que jamais, il est temps

de renforcer l'unité, d'encourager les initiatives communes et de multiplier les campagnes de solidarité, pour ne pas laisser la peur et la résignation détruire cet espoir naissant.

**Gisèle F.**

## TUNISIE : VINGT ANS DE LUTTES DES PRISONNIERS POLITIQUES (1<sup>ère</sup> PARTIE)

**La dictature de Ben Ali et de son parti a contribué à faire des prisonniers d'opinion une question politique centrale. Retour sur la cristallisation d'une revendication, l'amnistie générale, indissociable du combat contre la dictature.**

Officiellement, il n'y a pas de prisonniers politiques en Tunisie. La dictature serine imperturbablement depuis vingt ans qu'il n'existe que des prisonniers de droit commun. Effectivement, tous les prisonniers politiques tunisiens ont été condamnés pour des faits passibles des dispositions du code pénal (amendé en 1993 pour y redéfinir le « terrorisme » et incriminer les faits commis à l'étranger), du Code des plaidoiries et sanctions militaires (puisqu'il reste en Tunisie une juridiction d'exception, le tribunal militaire) et enfin de la loi antiterroriste promulguée en 2003. Des Tunisiens par dizaines de milliers ont été jetés en prison pour leurs idées ou leurs appartenances, réelles ou supposées, ou pour avoir simplement prêté main forte aux précédents, car le châtement est dans ce pays collectif.

### **Répression tous azimuts**

Les années 1990 ont vu l'emprisonnement de milliers de militants du mouvement islamiste En Nahdha et des militants du syndicat étudiant l'Union Générale Tunisienne des Étudiants (UGTE), proche du premier, au terme de procès de masse ayant débouché sur des peines d'emprisonnement à la perpétuité. Vint le tour de la gauche, essentiellement les étudiants de l'Union Générale des

Étudiants de Tunisie (UGET) et les militants du Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie (PCOT) ainsi que quelques membres de l'Organisation des Communistes Révolutionnaires (OCR). La répression s'était étendue à des membres du Mouvement des Démocrates Socialistes, représenté au Parlement, de la Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (légale), ou des minuscules Hezbollah ou El Ansar, etc.

Les années 2000 virent l'émergence d'une nouvelle génération aux intentions inconnues, car non organisée au plan national. Aussi le pouvoir fit arrêter préventivement des milliers de jeunes pour "terrorisme" et les jeta en prison, accusés d'avoir voulu rejoindre la résistance irakienne et/ou d'avoir des idées salafistes, renvoya en prison quelques membres de Nahdha, du PCOT. Et pêle-mêle, furent jetés en prison des membres du Parti de la Libération Islamique, du Conseil National pour les Libertés en Tunisie (CNLT), du Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés-FTDL (légal) ou du Parti Démocratique Progressiste (PDP) dont le dirigeant a décidé de se présenter à la présidentielle de 2009 et aussi : un journaliste, un avocat, des internautes, des militants des droits de l'homme de la LTDH ou de l'Association Internationale de Soutien aux prisonniers politiques (AISPP), des rappeurs, un humoriste ou un Nassérien, etc. D'autres furent incarcérés pour des appartenances transnationales : combat dans l'armée bosniaque, appartenance au Front Islamique Tunisien, Ahl As Sunna wa Djamaa, Eddawa



wat tabligh, Soldats d'Assad Ibn Fourat ou Feth El Islam... En 2008 vint le tour des chômeurs diplômés et des syndicalistes de l'Union Générale Tunisienne de Travail (UGTT) qui avaient soutenu les revendications des précédents, et des manifestants du bassin minier de Gafsa. Quant aux soufis, ils devraient connaître leur sort prochainement !

### **Torture à tous les étages**

Le parcours du prisonnier politique est fait de torture systématique lors de sa garde à vue (intégrant souvent les sévices sexuels et les viols) laquelle garde à vue est en réalité une détention au secret qui prend fin avec la signature d'un procès verbal qu'il n'aura pas lu. Il est écroué dans des conditions inhumaines : pas de lit, pas de lumière, de douche, de soins, interception de son courrier, privation de livres, de visites, mauvais traitements allant des insultes à la torture ou au viol, mises à l'isolement pouvant durer des années, transferts incessants de prison en prison dont le point commun est d'être éloignées du domicile familial. Quand des fratries sont emprisonnées, les frères ne sont évidemment pas dans la même prison. Les membres de la famille sont à leur tour réprimés, harcelés, privés d'emploi ou de droits élémentaires, gardés à vue dans des commissariats les jours fériés, quand ils ne sont pas à leur tour arrêtés et torturés, etc.

Les procès sont entachés d'irrégularités flagrantes et de violations de procédure, les droits de la défense sont bafoués. Deux principes sont souvent



violés : la non rétroactivité des lois et l'autorité de la chose jugée. Les morts et les personnes irresponsables pénalement sont déferés, voire condamnés. La règle de la publicité du procès est bafouée. Les plaintes pour torture, crime puni par le code pénal, sont classées systématiquement. Les conséquences : les prisonniers politiques sont atteints de pathologies multiples non soignées, y compris mentales. Aux décès sous la torture s'ajoutent les décès en prison, ou quelques temps après la sortie de prison, Un prisonnier en fin de vie est « chassé » de prison pour ne pas alourdir les statistiques et prié de décéder chez lui.

### **Double peine des prisonniers politiques**

Un ex-prisonnier ne recouvre pas ses droits : il est soumis à un régime d'apartheid et vit dans une prison à ciel ouvert : privation de carte d'identité, de passeport. Impossibilité de suivre des

études, interdits professionnel, privation de carte de soins. Régime de « contrôle administratif » pendant des années supposant des pointages réguliers, des assignations à résidence et des descentes de police à domicile, quand ce n'est pas l'éloignement, le bannissement à des centaines de kilomètres du domicile. Des pressions sont exercées sur l'entourage pour empêcher mariages, fiançailles et autres fêtes privées. Surveillance du courrier, d'Internet, du téléphone, souvent coupés. Toute volonté d'escapade hors de l'espace autorisé se traduira par un retour à la case prison pour « infraction au contrôle administratif ». Toute sa famille, déjà persécutée pendant son emprisonnement, continue de vivre à son tour cet apartheid de fait. On comprendra dès lors la fuite et l'exil de milliers d'ex prisonniers politiques et de leurs familles sous des cieux plus démocratiques.

Tous ces prisonniers sont, à l'exception de quelques femmes arrêtées

dans le cadre des procès visant le parti de la Nahdha et le POCT dans les années quatre vingt dix, des hommes jeunes. Seules deux femmes (sur 2000 hommes environ) sont actuellement en prison pour raisons politiques, reflétant la place des femmes dans la vie politique mais aussi les modalités d'une répression spécifique aux femmes. Ils sont Tunisiens, à l'exception d'Algériens membres de Nahdha, ou bi-nationaux, fruits de l'exil des Tunisiens ou de leurs engagements : Canadiens, Français, Allemand, Portugais, Bosniaque... Ils sont jeunes : la génération arrêtée en vertu de la loi antiterroriste compte des lycéens (y compris des mineurs), des chômeurs, des salariés précaires, et des étudiants.

**Luiza Toscane**

(A suivre dans le prochain numéro : la deuxième partie « Les combats des prisonniers politiques »)

## **UN RAPPORT ACCABLANT DOCUMENTE LES COMPLICITES FRANÇAISES AU RWANDA**

Les réactions outragées des responsables politiques et militaires français n'y feront rien : les faits relatés dans le rapport de la Commission nationale indépendante rwandaise, publié en août dernier, sont d'une telle gravité et étayés par une telle quantité de témoignages qu'ils sont accablants. La Commission, « chargée de rassembler des éléments démontrant l'implication de l'Etat français dans la préparation et l'exécution du génocide », reprend les travaux – non-contestés – de la commission d'enquête indépendante des Nations Unies, de la mission d'information des députés français, et les nombreux témoignages publiés depuis 1994. Mais à ces éléments connus viennent s'ajouter des documents inédits provenant notamment de l'ambassade du Rwanda à Paris, des archives des ministères rwandais, ainsi que 698 témoignages nominatifs (66 ont été retenues pour être auditionnés publiquement, 13 ont été entendues à huis clos). Surtout ceux d'anciens militaires des FAR de l'ancien régime, qui ont abandonné la guérilla qu'ils menaient après le génocide et ont rejoint le Rwanda en s'intégrant souvent à son armée actuelle. Ces hommes témoignent de l'implication active des militaires français dans leur formation et leurs combats, avant, pendant et après le génocide. Ce ne sont pas des témoignages isolés, ils sont nombreux, se recourent et établissent un ensemble de pratiques.

- Une coopération militaire française qui débouche sur une contribution directe à la conduite de la guerre menée contre le Front patriotique rwandais dès 1990 : appui en renseignements militaires, conseils stratégiques, participation directe aux combats, livraisons d'armes.

- Une large participation des militaires français à la formation des miliciens Interhahamwe, leur apprenant le maniement des fusils mais surtout, relève l'un des témoins, leur enseignant « comment tuer un grand nombre de gens en peu de temps sans utiliser d'armes, avec une cordelette, un couteau, une baïonnette. » Cette initiation à l'assassinat s'intensifiera jusqu'en 1994, y compris la participation directe de militaires français aux barrages et arrestations de « suspects » sur la base du contrôle des cartes d'identités qui portaient la mention « Tutsi », ainsi qu'aux interrogatoires et sévices infligés à ce dénommé « ennemi de l'intérieur ».

- L'informatisation du fichier central de la population, réalisé par la coopération des gendarmes français, pour le compte de leurs collègues rwandais du CRCD (Centre de Recherche Criminelle et de Documentation) dont le général Varret, ancien directeur de la coopération



militaire, a lui-même reconnu qu'il avait vraisemblablement servi à ficher les Tutsi.

- Les accusations portant sur l'Opération Turquoise sont particulièrement troublantes, notamment les nombreux témoignages répétés en des endroits différents, jusqu'à présent inédits, de Tutsis et de « fauteurs de troubles » jetés dans des sacs, embarqués dans des hélicoptères et largués au-dessus de la forêt de Nyungwe et des villages environnants. Cela rappelle de tristes souvenirs, ce qu'ils appelaient les « crevettes Bigeard » pendant la guerre d'Algérie, cette pratique enseignée aux militaires argentins formés pendant la bataille d'Alger qu'ils utiliseront au large de Buenos-Aires.

La commission démontre que l'aboutissement de cette formation des miliciens et de l'armée rwandaise ne pouvait être que l'exécution de crimes de masse, et que les responsables français, civils et militaires, en avaient forcément connaissance. Elle dresse un tableau impitoyable de l'enchaînement des responsabilités au sein de l'appareil d'Etat français. Elle pointe, dans ses annexes,

les responsabilités nominales des militaires et politiques français impliqués, ouvrant à la possibilité de poursuites judiciaires. Le silence et le déni ne pourront durer longtemps encore. L'état se resserre.

L'association Survie, qui, avec la Commission d'Enquête Citoyenne, a abouti à des conclusions proches de celles des Rwandais, réclame la mise en place d'une commission d'enquête

parlementaire. Une commission d'enquête qui aurait accès au Secret-défense devrait aller plus loin que la mission d'information dirigée par Paul Quilès en 1998 qui n'était pas allée au bout des pistes entr'ouvertes et en avait ignoré bien d'autres. Ce n'est pas contradictoire avec une enquête internationale, mais c'est indispensable pour contraindre les responsables politiques français à prendre leurs responsabilités. Il faut impérativement lire ce rapport (sur le site :

<http://cec.rwanda.free.fr/>). Il faut aussi lire ou relire le livre de Gabriel Périès et de David Servenay, « Une guerre noire », qui donne une des clés essentielles pour comprendre comment l'armée française en est arrivée là, trimbalant avec elle ses rêves d'empire perdu et ses théories de « guerre contre-révolutionnaire », déjà expérimentées en Algérie ou au Cameroun dans les années 60.

**Alain Mathieu**

## PERPIGNAN : OFFENSIVE DES NOSTALGIQUES DE L'ALGERIE FRANÇAISE

Sur fond de révisionnisme étatique (1), les nostalgiques de l'Algérie française reprennent du service pour falsifier la réalité historique. Dans leur combat, ils sont soutenus par la mairie UMP de Perpignan qui ratisse sur les terres du FN et bénéficie du mutisme du PS qui ne veut pas risquer de perdre d'éventuels électeurs d'origine « Pieds Noirs »... Les partisans de l'Algérie française et les anciens de l'OAS se sont structurés en associations, comme l'Adimad (2) ou le Cercle algérieniste. Leur activisme prend plusieurs formes : érection dans les cimetières de villes du Sud de stèles dédiées « Aux fusillés, aux combattants tombés pour que vive l'Algérie française » ; mise en place de « murs des disparus » où figurent les noms d'assassins de l'OAS ; accaparement à Perpignan d'un monument historique pour fonder un « Centre de la présence française en Algérie », reprise de leur « musée de l'Algérie française ». Quant à « Mr Chaussette » (3), il approuva en juillet 2005 la fondation de ce centre, et s'engagea en octobre 2006 à financer des travaux pour plusieurs centaines de milliers d'euros.

Pour contrer cette agression, les militants internationalistes s'organisent. A Marignane, le Tribunal vient de condamner la Ville à déplacer la stèle. A Perpignan, le collectif « Non au musée de la Mairie de Perpignan à la gloire de la

colonisation » s'est créé en 2006 après une manifestation contre un rassemblement de l'Adimad pour honorer deux tueurs de l'OAS. Une pétition a été relayée par 35 organisations nationales et départementales qui défendent un projet radicalement différent : la création d'un « authentique centre de ressources et de documentation sur l'histoire franco-algérienne de 1830 à nos jours ». Face à la mobilisation et au refus des universitaires de cautionner le projet, le Maire a reculé en novembre 2007 en affirmant que le Cercle algérieniste ne serait pas seul à fournir des sources, et que les historiens seraient « de toutes tendances ». Renforcé, le collectif s'est rebaptisé « Collectif pour un centre de documentation à Perpignan sur l'histoire franco-algérienne ». Si des victoires ont eu lieu, le combat continue contre le projet de musée colonial, car les connivences entre le Maire et le Cercle algérieniste demeurent : l'intitulé du projet reste « Centre de la présence française en Algérie »... La stèle est toujours en place... Quant au mur des disparus, nous exigeons que soit jointe la plaque « En hommage à toutes les victimes de la Guerre d'Algérie ».

Rien n'est gagné, et le collectif multiplie les actions : diffusion de tracts aux journalistes et aux officiels lors de l'inauguration du festival « Visa pour l'image », pancartes lors des séances du conseil municipal, présence contre les



Stèle de Perpignan à la mémoire des fusillés de l'OAS

initiatives réactionnaires. Le FN cherche à mobiliser ses troupes pour défendre le projet. Toujours et encore, nous serons là !!!

**Slimane**

(1) Voir le combat sur le rôle positif de la colonisation et le Discours de Dakar

(2) Association amicale pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus de l'Algérie française

(3) Jean-Paul Alduy, le Maire qui a des partisans qui votent avec leurs pieds lors des Municipales... en cachant des bulletins dans leurs chaussettes pour bourrer les urnes.

## AREVA NE FERA PAS LA LOI AU NIGER : UNE EXPOSITION POUR COMPRENDRE ET DENONCER

Neuf panneaux de 160 x 120 cm pour comprendre et dénoncer : Areva au Niger depuis 40 ans, l'agriculture en danger, la pollution des eaux, les droits de l'Homme bafoués, la Françafrique, les alternatives possibles...

Voir l'aperçu de l'expo

[http://perso.numericable.fr/exposition\\_areva\\_apercu.pdf](http://perso.numericable.fr/exposition_areva_apercu.pdf)

Avec le soutien de : Réseau Sortir du Nucléaire et CEDETIM

Si vous souhaitez recevoir l'exposition et de la documentation pour organiser une rencontre-débat, n'hésitez pas à nous contacter : [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr)



# OBAMA 2008 : UN NOIR A LA MAISON BLANCHE

Voici les premiers articles de notre série autour des élections présidentielles états-uniennes et de la campagne de Barack Obama. Au cours des prochains mois, « *Afriques en luttés* » vous ouvrira ses colonnes pour débattre d'un sujet qui suscite partout espoirs, incrédulité, rejet... Si vous souhaitez participer, envoyez nous vos commentaires à : [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr), en précisant comme objet du message : « *Débat Obama 2008* ». Nous les reproduirons (par extraits ou en intégralité) dans les prochains numéros.

## BARACK OBAMA: QUEL CHANGEMENT?

**B**arack Obama, candidat afro-américain du parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine, est dans un contexte très favorable pour l'emporter face au républicain John McCain. Encore pratiquement inconnu il y a un an, Obama a su soulever davantage d'enthousiasme parmi les électeurs démocrates que Hillary Clinton, qui jouissait pourtant du soutien de l'appareil d'un parti dominé par une orientation néolibérale et centriste. Selon certains commentateurs, aucun candidat démocrate n'avait incarné autant d'espoir de changement depuis John Kennedy il y a presque 50 ans.

### *D'où vient Obama ?*

Barack Obama est né d'une américaine blanche et d'un étudiant kenyan. Il a fait des études supérieures à Columbia University et à Harvard, et a été travailleur social dans un quartier populaire de Chicago avant de devenir enseignant universitaire puis avocat. C'est encore à Chicago qu'il a entamé son ascension politique, d'abord comme sénateur local, puis sénateur fédéral. La relation d'Obama avec le pasteur de l'Église qu'il a fréquenté pendant 20 ans, Jeremiah Wright, n'est pas sans intérêt. Wright se réclame ouvertement d'une théologie de la libération des Noirs inspirée d'Amérique latine. Dans ses sermons, il n'hésite pas à dénoncer la politique étrangère américaine comme responsable du 11 septembre 2001. Après que le "scandale" a éclaté, le pasteur a enfoncé le clou en déclarant qu'il était temps que l'Amérique reconnaisse une Église noire qui cherche la réconciliation à travers une véritable justice sociale. Quant à Obama, il s'est d'abord distancé du pasteur pour ensuite rompre publiquement avec lui et avec son Église.

### *Politique extérieure*

L'élection d'un Afro-américain aurait sans doute une forte portée symbolique pour la société américaine (1). Mais, pour Larry Hales, Afro-américain et militant socialiste, ce serait aussi une "honte que le visage de l'impérialisme américain soit celui d'un Noir américain". Il est en effet peu vraisemblable que Obama opère quelque changement que ce soit à la politique impériale des États-Unis. Pour le candidat démocrate, il s'agit de "rétablir le leadership des États-Unis dans le monde". S'il déclare vouloir négocier avec des gouvernements comme ceux d'Iran ou de Cuba (ce qui est nouveau), cette volonté a

des limites. Il a dénoncé la rencontre de l'ancien président J. Carter avec la direction du Hamas (2), et il est fier d'avoir voté pour une loi qui définit les Gardiens de la révolution en Iran comme "organisation terroriste". Opposé à l'invasion de l'Irak depuis le début, Obama explique que cette guerre était une diversion à la "guerre à la terreur"; il prône une intervention croissante en Afghanistan et au Pakistan. Il a toujours voté pour le renouvellement du budget pour l'occupation de l'Irak. Il s'est démarqué de Hillary Clinton en dénonçant notamment les effets pervers que 14 ans de Traité de libre commerce avec le Mexique et le Canada ont eu sur l'emploi aux États-Unis, mais il le fait en ne dépassant pas le cadre nationaliste: il n'a jamais fait référence aux conséquences désastreuses de ce traité pour la majorité pauvre du Mexique, et il a voté pour la



construction du mur à la frontière avec ce pays (septembre 2006). Enfin, pour tenter de devenir plus crédible en politique étrangère, il a choisi comme colistier Joe Biden, ancien président de la commission des affaires étrangères au Sénat, connu notamment pour son soutien inconditionnel à Israël.

### *Politique intérieure*

Entre Démocrates et Républicains il existe néanmoins quelques différences en politique intérieure. Les syndicats sont en train de négocier un accord avec le parti démocrate sur une nouvelle loi qui

faciliterait la formation de sections syndicales dans les entreprises qui en sont dépourvues. Mais là aussi, ces différences ont vite des limites. Obama a voté en juillet 2005 pour la reconduction du "Patriot Act", l'attaque la plus frontale aux libertés fondamentales depuis 50 ans. S'il s'engage à défendre le droit à l'avortement aujourd'hui menacé par une Cour suprême, il est, comme la plupart des politiciens, toujours favorable à la peine de mort. En votant pour la construction du mur à la frontière sud, il démontre que, comme la majorité des élus démocrates, il préfère surfer avec la vague croissante de racisme à l'égard des immigrés Mexicains plutôt que de l'affronter. S'il a un programme qui envisage une couverture sociale de santé pour tous les Américains (ce dont 45 millions sont aujourd'hui dépourvus), ce programme ne met pas en cause les profits des compagnies privées d'assurance dénoncés par Michael Moore dans son dernier film "Sicko". Enfin, si Obama dénonce le pouvoir "excessif" que les grandes multinationales exercent sur le pouvoir politique et les cadeaux en baisses d'impôts du gouvernement Bush à la fraction la plus riche de la population, il ne se démarque pas de l'orientation politique en faveur des multinationales de Bill Clinton dans les années 90. L'enthousiasme qu'il soulève est moins dû au flou de son programme qu'au ras-le-bol des années Bush et à une personnalité plus sympathique que John McCain.

### *Le vrai changement ...*

Alors, Barack Obama est-il un gauchiste qui, pour ne pas faire trop de remous, cache son jeu, ou un opportuniste qui se sert du besoin de changement de la population pour atteindre le sommet de l'État et ne rien changer? Bien que l'on veuille croire au premier scénario, le deuxième est malheureusement plus proche de la réalité (4). Cela dit, ce serait une erreur d'ignorer ou de minimiser l'enthousiasme que soulève Obama. Il est important que la gauche le défende face aux attaques racistes tout en montrant les limites de son projet politique, d'ailleurs difficile à discerner. Un véritable changement demanderait un mouvement social et politique bien plus large et radical que celui qui existe autour de sa campagne. Construire ce mouvement demeure la tâche d'une gauche qui, pour l'instant, a malheureusement du mal à sortir de la dispersion.

**Yann Rémy, Denver, le 20 Septembre.**

Notes

(1) Des sondages récents montrent que le racisme à l'égard des Afro-américains est encore très enraciné, y compris parmi les électeurs indépendants et démocrates.

(2) En Israël même, selon une enquête du journal Haaretz, plus de 60% de la

population est favorable à des négociations avec Hamas.

(3) Les mercenaires qui opèrent en Irak, recrutés aux quatre coins du monde (y compris le Guatemala et le Chili), se comptent par dizaines de milliers.

(4) Pour une bonne analyse des prises de position de Barack Obama au Sénat (en Anglais), aller à : <http://www.counterpunch.org/gonzalez02292008.html>.

(5) Depuis le début de la "guerre à la terreur", les exportations d'armes ont augmenté de 25%.

## UN NOIR A LA MAISON BLANCHE, EST-CE POSSIBLE ?

Poser la question sous cette forme, c'est déjà positionner le débat uniquement sur la question raciale. Obama aurait convaincu en disant : un président noir aux USA, c'est nécessaire, mais pas suffisant, il faut qu'il soit un président qui aborde les questions sociales autrement qu'en surenchérissant sur l'apologie du modèle économique capitaliste.

En tant que blanc, il me paraît clair que pour l'élite capitaliste blanche éclairée, Obama est une caution de non racisme, mais pas d'antiracisme. C'est comparable à la France à chaque fois qu'il est question de laisser un africain ou un arabe occuper un poste important. A part les affreux racistes, c'est à dire les autres, c'est toujours les autres, les gens pas évolués, pas éduqués, qui risquent de poser problème et choisir le camp réactionnaire par peur d'être dépossédés de leur identité raciale dominante. Comme au temps de l'apogée du FN en France, l'idée est donc de ne pas risquer de poser des problèmes aux minorités opprimées par l'ethnie locale majoritaire, en provoquant le camp xénophobe, ce qui se dit « ne pas faire le jeu de la droite ». Ne pas heurter la sensibilité des racistes locaux. On a vu en France comment cette peu courageuse position a permis d'officialiser le discours Le Peniste, car il s'agit de rendre les agressés agresseurs, avec la tristement célèbre notion de racisme anti-français. Cela est une des raisons de la victoire d'une droite dure, et malgré les pitoyables tentatives pour le nier, foncièrement et cyniquement raciste.

La question devrait être : un noir président, oui, mais pas pour devenir un autre Bush en moins con. Obama devrait plutôt admettre qu'il ne peut pas vraiment être le président de tout les américains, pas de ceux par exemple qui admettent la présence noire uniquement sous la forme esthétique de gentils décolorés, je crois qu'on dit "noix de coco" en Afrique pour désigner ceux qui sont noirs de peau, mais blancs à l'intérieur. D'ailleurs, avant de s'aventurer à poser cette question difficile (les dernières prédictions de l'Europe concernant la soi-disante impossibilité de la réélection de Bush lors des précédentes élections devraient nous inciter à plus de prudence), on devrait se demander :

- A quand un ministre de l'intérieur d'origine algérienne en France ?

- A quand un premier ministre noir en France ?

- A quand une présidente française de gauche non blairiste ?

Comme la réponse est : Quand les autruches auront de tongs, on doit alors se consoler en se demandant si les USA, symbole d'un pouvoir blanc dans un pays composé d'une mosaïque de populations d'origines différentes, peuvent élire un millionnaire noir capitaliste et chauvin à la place d'un milliardaire blanc capitaliste et nationaliste.

Ici, en fait, blanc signifie plutôt riche et de bonne société. La couleur de peau

importe évidemment, mais moins que la garantie d'une naissance de qualité, selon les termes de l'éternel futur retraité Le Pen. Obama est-il digne de l'élite américaine, celle des grandes fortunes assez anciennes pour être assimilées à une sorte d'aristocratie ? Si j'étais noir, je me sentirais insulté si on pensait de moi qu'entre un noir et un blanc, je choisirais le noir car il me ressemble plus. J'aurais l'impression qu'on me met au même niveau qu'un petit blanc raciste. Je pense que pour un noir américain, c'est pareil. Il n'aime pas le petit blanc raciste, mais il n'aime pas trop non plus le lettré noir qui espère se servir de son bulletin comme marchepied pour être élu et continuer une politique conservatrice qui l'enverra au chômage ou à la rue, comme son voisin petit blanc raciste.

La question pertinente est celle là : existe-il une fraternité noire, supérieure à une fraternité blanche ? Il n'y a qu'à voir le spectacle de la désunion européenne pour constater qu'il n'y a pas de fraternité blanche. Il n'y a que des accords d'intérêts financiers, qui peuvent vite dégénérer en conflit comme on l'a vu récemment avec la Géorgie. Il est dangereux de baser une union Africaine sur un critère racial, au lieu d'avoir la volonté de réussir là où l'Europe a échoué, la construction d'une internationale solidaire. Quant aux USA, l'élection d'Obama permettrait-elle d'infléchir la politique xénophobe du couple Sarkozy/Hortefeux ? Si oui, alors votez Obama, yankees !

Jean-Yves D., Gard (30), France.

## A LIRE :

### **BLACK FEMINISM. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000**

Hazel Carby, Beverly Guy-Sheftall, Laura Alexandra Harris, Patricia Hill Collins, Bell Hooks, Audrey Lorde, Combahee River Collective, Barbara Smith, Kimberly Springer, Michele Wallace.

**B**lack Feminism est un recueil de textes majeurs (jamais traduits dans une même anthologie auparavant) du féminisme africain-américain publiés de 1975 à 2000. Comme Elsa Dorlin l'expose dans son introduction, l'intention est de se concentrer sur un aspect spécifique du féminisme étatsunien, le « Black

feminism », car historiquement les féministes noires ont dû lutter contre les féministes blanches pour une réévaluation de la féminité et de ce que signifie un « nous les femmes », mais aussi parce que le positionnement des féministes noires a provoqué un bouleversement dans la pensée féministe américaine elle-même. Ce bouleversement, qui reste



encore à parachever, a été permis par une appréhension de la question du sexisme et de l'hétéro-sexisme d'un point de vue délibérément partiel et situé, à l'encontre de tout principe et de toute norme « objectifs » de ce que serait « La femme ». Dans ce sens, il n'y a pas eu en France de « Black feminism », cette déconstruction de la notion de féminité, la mise au jour de sa « blanchité » et une tentative de refondation du sujet féministe. L'universalisme abstrait républicain est pour beaucoup dans le conservatisme de l'école féministe française.

Le « Black feminism » se définit comme pensée et mouvement de féministes noires, puis, par extension, de féministes blanches, indiennes, mexicaines, portoricaines, sino-américaines, orientales, et plus généralement de couleur. Ce courant prend ses origines dans le mouvement abolitionniste mené par des associations féminines après la guerre de Sécession. Ses revendications se montrent inséparables d'une analyse du racisme et de son intrication avec d'autres formes d'oppressions telles les oppressions de classe et de sexe. A cet égard, la « 2<sup>ème</sup> vague » du féminisme noir américain (1970s) a joué un rôle

décisif en dénonçant l'indifférence du mouvement (majoritairement blanc) à l'égard de l'oppression des femmes de couleur, malgré un discours prônant la sororité. C'est, comme l'illustre le texte de Hazel Carby, que cela nécessite de déconstruire le principe de sororité même, principe qui fut racisé dès la fin du XIXe et privilégia d'emblée la féminité blanche, prétendument sensible, maternelle, douce et victime, contrairement au mythe raciste de la matriarche noire, dite rude, mauvaise mère et castratrice. Le point culminant de cette 2<sup>ème</sup> vague se révèle lorsqu'est remis sur le devant de la scène de la lutte féministe noire la question des oppressions simultanées des femmes noires. Ainsi les féministes du Combahee River Collective se prononcent contre un séparatisme des féministes noires vis-à-vis des féministes blanches comme du mouvement pour les droits civiques, mais bien pour une solidarité avec la communauté noire dont le sexisme effectif est analysé comme étant partie prenante d'une structure raciste et sexiste de la société américaine. Le texte d'Audre Lorde prend ainsi acte de cette analyse politico-économique de la société pour inviter à une unité des féministes mais non à leur mytique homogénéité. Façon

de ne pas clore l'identité « féminine » mais de reconnaître effectivement que d'une part « on ne naît pas femme, on le devient » comme a pu dire Beauvoir, et que d'autre part, on ne le devient pas de la même manière selon son milieu social et ses origines. Enfin, la « 3<sup>ème</sup> vague » apparaît dans ce recueil comme problématique. La « génération hip-hop » est ainsi analysée par des féministes de la 2<sup>e</sup> vague comme Kimberley Springer dans ses contradictions et ses formes d'aliénation. Moins politisée, cette génération reprend à son compte des topos raciste, sexistes et hétéro-sexistes, mais ne représente pas l'ensemble des engagements féministes des années 1990-2000 comme en témoigne une continuité du féminisme noir-queer tel que prôné par le texte de Laura Alexandra Harris.

Pour la lutte féministe en général et notamment en France, l'enseignement à tirer des luttes du Black feminism est que « "Nous les femmes" est en constante redéfinition, articulant l'action non pas à la question "qui sommes nous?", mais à la question "pour/contre quoi/qui nous battons-nous?". »

## Agenda

### POLITIQUE :

#### « Les Jeudis Africains de Survie Ile-de-France » :

- Jeudi 9 Octobre, 19h : « L'Algérie dans l'Afrique », à la Maison des Associations, 5 rue Perrée, M° République / Temple. Projection-débat d'un documentaire de Dalila Chérif, historienne, en présence de la réalisatrice.
- Jeudi 16 Octobre (à confirmer) : en préalable au contre-sommet sur les migrations du CRID « des ponts pas des murs » ; [www.despontspasdesmurs.org](http://www.despontspasdesmurs.org), « Françafrique et migration ». Lieu et programme à préciser.
- Jeudi 23 Octobre : interpellation des élu-e-s. Lieu à confirmer: à la Maison des Associations, 5 rue Perrée, M° République/Temple

Pour plus d'infos : [www.survie-paris.org](http://www.survie-paris.org); [contact@survie-paris.org](mailto:contact@survie-paris.org); [www.lesjeudisafricains.net](http://www.lesjeudisafricains.net)

### Uranium/Niger/Argentine

Samedi 25 octobre, dans le cadre de l'initiative « D'un plateau à l'autre » (<http://dunplateaualautre.over-blog.com/>), le collectif *Areva ne fera pas la loi au Niger* co-organise un événement à Paris (Espace Jean Dame - Paris 2<sup>e</sup>) sur le thème : « Nord-Niger - Nord-Ouest Argentine - Les populations autochtones menacées ». Journée de mobilisation et d'information ; film, conférence, expo, concert de musique touareg. Pour plus d'infos: <http://areva.niger.free.fr/>

### MUSIQUES



- « **Origines contrôlée** », **Mouss et Akim, ex- Zebda**, le 23 octobre 2008, à 20 h 30, salle Jacques Brel à Pantin
- **Ba Cissoko**, le 16 novembre à 16 h 00, salle Jacques Brel.
- **Africolor**, le 11 décembre à 20 00, salle la dynamo à Pantin (Infos : [banlieuesbleues.org](http://banlieuesbleues.org))

### THEATRE

- « **Le 50eme ou les amant désunis de la Françafrique** », du 29 octobre 2008 au 2 novembre, cours de l'école Marcel Cachin à Pantin (rue du pont de pierre, m° Fort d'Aubervilliers)

Pour nous contacter : mel : [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr) ; site :

<http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

LCR : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Tél.: 01 49 28 52 99 — site web: <http://www.lcr-rouge.org>, [lcr@lcr-rouge.org](mailto:lcr@lcr-rouge.org).

